



Le Bouchage, le 18 décembre 2023

Plaine du Bouchage : la solidarité dans les deux sens !

Aujourd'hui, en cas de fortes crues du Rhône, l'agglomération de Lyon est protégée grâce à l'inondation volontaire de la plaine du Bouchage. Cette protection a un coût pour la plaine. Un coût auquel la Métropole de Lyon ne participe pas jusqu'ici. Le Président du Département, Jean-Pierre Barbier, a apporté ce matin son soutien à la demande des élus de la plaine du Bouchage, la Maire du Bouchage et Vice-présidente du Département Annie Pourtier, en tête : la solidarité doit aller dans les deux sens, à travers des mesures de compensation et des indemnités. La Métropole n'a évidemment pas tout à porter, mais les acteurs locaux de la plaine du Bouchage non plus.

Il y a 165 ans, Napoléon III établissait que la plaine du Bouchage et ses villages serviraient de zone d'expansion des eaux du Rhône en cas de forte crue, par une loi. L'objectif ? Eviter, en ouvrant les vannes en amont, d'inonder, en aval, Lyon. Une nécessité que personne ne remet en question, étant donné les conséquences humaines et matérielles qu'un débordement du Rhône aurait sur ce qui est devenu depuis la métropole de Lyon, avec 1,5 million d'habitants. La solidarité s'impose.

Le Président du Département, Jean-Pierre Barbier, relayant ainsi la demande des élus de la plaine du Bouchage, avec la Maire du Bouchage et Vice-présidente du Département Annie Pourtier en tête, demande à ce que le coût de cette protection puisse être en partie partagé financièrement par la Métropole de Lyon, aussi, au titre d'une solidarité aval-amont, et apporté aux communes.

Il est temps aujourd'hui que la Métropole aide par exemples :

- à l'entretien des réseaux de pompage et de vanne permettant l'expansion contrôlée du Rhône dans la plaine ;
- à l'entretien de la plaine du Bouchage afin qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'expansion des eaux du Rhône : entretien des fossés, des rivières...
- les communes à faire fonctionner leur cellule de crise inondation : acquisition de matériel pour gérer les inondations (système d'alerte en masse, véhicule adapté, barque, signalétique routière...)
- à faire face aux dégradations causées par les crues : réparation des routes...



- à supporter toutes les conséquences urbanistiques imposées par le fait d'être un vase d'expansion des eaux du Rhône. A titre d'exemple, au Bouchage, la surélévation du premier plancher des bâtiments publics à hauteur de la cote de référence est exigée en cas de réhabilitation...
- à compenser les conséquences financières liées au fait qu'aucun développement économique ne soit possible sur la commune du Bouchage inondable à 98 % ;
- les agriculteurs pour perte de récolte ;
- à obtenir de tous les concessionnaires de réseaux l'obligation d'enterrer tous leurs réseaux (électricité, télécommunications, fibre optique, etc...).

Le Président du Département a concrètement proposé la création d'une nouvelle structure de protection contre les inondations intégrant la Métropole de Lyon, afin qu'elle puisse participer financièrement à son fonctionnement et à ses investissements, tout en laissant la gestion opérationnelle aux élus locaux. Cette proposition permettrait également au Département d'aider financièrement cette nouvelle structure, comme il aide aujourd'hui les autres structures iséroises qui se sont déjà restructurées dans une logique de bassin versant.

« Les inondations volontaires de la plaine du Bouchage sont nécessaires à la protection de la Métropole de Lyon. Personne ne remet cette nécessité en question. Seulement, la solidarité de la plaine du Bouchage a un coût élevé pour les communes, le Syndicat Intercommunal de Défense Contre les Eaux du Haut-Rhône, les habitants, les agriculteurs, les entreprises... pour préparer les inondations, les gérer et réparer les dommages provoqués. Si la solidarité amont-aval fonctionne, il est temps que la solidarité aval-amont se développe également. La Métropole de Lyon a une responsabilité, celle d'assurer sa protection. C'est pourquoi il est temps qu'elle participe à son financement », souligne Jean-Pierre Barbier, Président du Département.

« Depuis près de 10 ans, je sollicite régulièrement les élus de la Métropole et de la Ville de Lyon, ainsi que des membres du Gouvernement, pour leur faire entendre la nécessité de nous soutenir financièrement par des mesures compensatoires et des indemnisations afin de poursuivre, dans les meilleures conditions, la protection de l'agglomération lyonnaise. Il est temps que les élus de la plaine du Bouchage soient entendus. Nous sommes des villages d'utilité publique, nous réclamons une solidarité amont-aval, avec une juste répartition. Pour rappel, Le Bouchage est inondable à 98 % ! » », souligne Annie Pourtier, Vice-présidente du Département et Maire du Bouchage.